

...tique sociale forte s'impose pour favoriser la coopération
rimedio possibile all'attuale **stato di malessere** della politica
grazione europea è dato da un'Europa 'sociale' democraticamente
ergovernmental Conference has to restore the trust basis,

European Union needs a **new 'vision'** legitimizeettikriisin suhteen
Europäische soziale Bürgerschaft to restore the trust basis,
askia kohti **'uudelleennationalisointia'** this contradictory relation

oyenneté sociale européenne implique une égalité et une solidarité
lemi della **disoccupazione** e gli **squilibri** strutturali
inzip der freien Marktwirtschaft l'unico rimedio possibile
une égalité et une solidarité

unctionalist belief that social progress les disparités et les
iminations exercées sosiaaliset seikat subsidiariteettiperiaa

rtanto bisogno di tali **criteri di convergenza sociale** syvän le
a wird nur dann imstande sein, **Renationalisierung, Protektionismus**

églementation sociale permet de pallier les effets pernicioeux d'
rique économique 'désintégrée'

Intergovernmental Conference has to restore the trust basis,
uropa 'sociale' democraticamente
deep legitimisation crisis of the EU challenges the Intergovernmental

the European Union needs a new 'vision' **tendances centrifuges**
alysed by nationalism, monetarist economism, und somit Legit

opäische soziale Bürgerschaft **syvän legitimizeettikriisi**
nuova costituzione democratica, politica

the **deep legitimisation crisis** of the EU challenge
ergovernmental Conference on the revision
yän legitimizeettikriisin suhteen Europäische soziale Bürgerschaft

MANIFESTE L'EUROPE SOCIALE

ISE ... INSTITUT
... SYNDICAL
... EUROPEEN
... DE LA CES



Brian Bercusson, Simon Deakin, Pertti Koistinen
Yota Kravaritou, Ulrich Mückenberger,
Alain Supiot, Bruno Veneziani

the protectionist self-interest of Member States
Europa wird nur dann imstande sein, **Renationalisierung, Protektionismus**
Intergovernmental Conference on the revision
Intergovernmental Conference on the revision und somit Legit

PREAMBULE

Le processus d'intégration européenne se trouve à la croisée des chemins. Dans le cadre de la conférence intergouvernementale, la construction de l'Union Européenne doit être réformée et développée plus avant. Il s'agit là (en premier lieu) non seulement d'un approfondissement du processus d'intégration et des réformes institutionnelles qui y sont liées. Il s'agit en même temps (et en second lieu) de créer les conditions d'un élargissement aux pays de l'Europe du Sud qui ne sont pas encore membres de l'Union Européenne, et de mettre en place les fondations de l'adhésion des nouvelles démocraties de l'Europe centrale et de l'Est. Parallèlement, les préparatifs de la réalisation de l'Union Economique et Monétaire pour 1999 battent leur plein. Mais il sera en tout cas déterminant pour l'avenir de l'Union de réaliser en même temps le projet d'Union Sociale Européenne. Cela signifie surtout la réorganisation des marchés, la réduction du chômage de masse et partant la réalisation d'un niveau élevé d'emploi. L'égalité des chances des hommes et des femmes pour un emploi convenable et la justice sociale doivent enfin être réalisées comme objectifs prioritaires de l'Union.

L'Europe a besoin de nouvelles inspirations qui contribuent au développement ultérieur du tissu social et du caractère démocratique de l'Union. L'ISE a en conséquence repris l'initiative de scientifiques de six Etats membres et a soutenu l'établissement d'un manifeste "Europe sociale". Certes, que les auteurs n'y proposent aucune recette-miracle, en raison des profonds

bouleversements sociaux dont l'Europe est témoin, n'est pas étonnant et ce n'était pas non, plus souhaitable d'un point de vue syndical. Mais ce que les auteurs proposent, ce sont de nouvelles orientations qui ne séparent pas l'intégration économique de l'intégration sociale, mais qui les engrènent étroitement l'une avec l'autre. Se basant sur une nouvelle compréhension du travail, de la solidarité et de la subsidiarité, ils développent un concept de citoyenneté sociale qui peut constituer une base valable pour une Europe sociale de demain.

L'ISE va publier le Manifeste même en onze langues européennes.

Nous tenons ici à remercier cordialement les auteurs des deux sexes pour leur engagement et pour leur très bonne coopération avec notre Institut. Il reste à espérer que les idées et les propositions contenues dans le manifeste trouvent non seulement une diffusion la plus large possible, mais trouvent aussi un écho d'un point de vue tout à fait pratique dans le futur processus d'intégration européenne.

Reiner Hoffmann
Directeur de l'Institut Syndical Européen

Bruxelles, septembre 1996

Manifeste

"L'Europe sociale"

Le malaise actuel de l'Europe

L'Europe pourrait être, à l'échelle du monde, un moteur de progrès économique, social et culturel. Or, dans l'état actuel des choses, son dynamisme est paralysé par le nationalisme, l'économisme monétariste et l'égoïsme protectionniste des Etats membres.

Partout en Europe, en théorie comme en pratique, le libéralisme économique gagne du terrain, faisant reculer la responsabilité publique et la solidarité au profit de la privatisation des risques et des contraintes. Or, loin d'apporter une réponse aux problèmes aigus du chômage de masse, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, les politiques actuelles - ouvertement ou insidieusement néoclassiques - se limitent à l'intégration économique et monétaire et accentuent encore ces problèmes.

Une politique sociale forte s'impose pour favoriser la coopération et l'innovation en Europe, pour encourager une compétitivité économique fondée sur la qualité et encourager la cohésion sociale.

Plusieurs décennies d'immobilisme politique, de déréglementation et de privatisation (comme en Grande-Bretagne) ont fait perdre à la démarche néoclassique ses mérites supposés au sein des Etats membres et de l'Union européenne.

Il faut à l'Europe une nouvelle "vision" convaincante pour ceux qui travaillent et vivent dans l'Union européenne; une perspective d'avenir qui suscite chez eux un engagement personnel pour son développement et son progrès ultérieurs.

La politique d'intégration européenne actuellement suivie est dans une impasse, faute d'une Europe "sociale" démocratiquement et publiquement constituée, d'une Europe qui garantirait réellement à ses citoyens le respect de leurs droits sociaux fondamentaux, à laquelle ils pourraient faire confiance et qu'ils pourraient soutenir activement, bref d'une Europe dont ils reconnaîtraient la légitimité, permettant ainsi la poursuite du processus de modernisation et d'intégration européenne.

L'Intégration européenne dans l'Impasse

I Des décisions graves sont à prendre sur la poursuite du développement de l'Union européenne. Avec l'Acte unique européen et le Traité de Maastricht, l'Union s'est renforcée et elle continuera dans cette voie grâce à la Conférence intergouvernementale et à l'Union économique et monétaire.

En revanche au niveau des réalisations sociales, le bilan de l'Union européenne est fort inégal. Les espoirs de voir l'union économique remédier à la montée du chômage et aux déséquilibres structurels ont jusqu'à présent été déçus. On peut observer à la fois des tendances à la "renationalisation" (l'Europe à la carte, l'Europe à plusieurs vitesses) et un retour à une simple "zone de

libre échange (et de monnaie unique)" (sur le modèle de l'AELE). Les questions sociales en particulier sont sous la pression croissante du principe de subsidiarité. Les perspectives d'élargissement de l'Union européenne semblent consolider les tendances centrifuges.

2 Quoique l'Union européenne soit habilitée à légiférer au niveau supranational et à instituer une monnaie unique qui remplacera celles des Etats membres, elle est encore loin d'avoir une légitimité démocratique sur le plan politique et social.

Dès le départ, la CEE n'a été qu'une simple union économique et de marché. On s'attendait à ce que la cohésion sociale et politique soit une retombée de la croissance économique et de l'abaissement des frontières de ces marchés. Dans la mesure où les résultats économiques et ceux du marché de l'emploi ne sont pas à la hauteur de ces attentes, l'incohérence et le caractère technocratique qui président aux décisions font que les citoyens perdent confiance dans l'Union européenne et la remettent de plus en plus en question.

La Conférence intergouvernementale a un Rôle décisif historique

3 Compte tenu de la crise aiguë de la légitimité de l'Union européenne, la Conférence intergouvernementale de révision du Traité sur l'Europe a une mission historique. Il lui faut rétablir les bases de la confiance, retrouver un soutien politique et social et, par voie de conséquence, la "légitimité" du projet européen. Pour nous, cette tâche exige plus que des ajus-

tements marginaux et des réformes institutionnelles mineures dans le cadre actuel de l'Union européenne. Elle nécessite une nouvelle constitution démocratique, politique et sociale de l'Union. La démocratisation politique devra aller de pair avec la fondation d'une "Europe sociale" qui soit plus qu'un effet secondaire de l'économie et du marché.

Le Manifeste se concentre sur les conditions d'un cadre social pour l'Europe. Nous voyons dans ce cadre le préalable non seulement du bien-être social des citoyens, de la cohésion et la productivité de la société dans son ensemble, mais aussi d'un rendement économique durable.

4 Si ces préalables sont constamment ignorés, nous verrons notre société évoluer sur un mode chaotique, violent, voire brutal, xénophobe et d'où la solidarité sera absente. A l'inverse, s'ils sont remplis, il y a une chance d'assister à un renouveau du projet européen fondé sur l'idée d'un "bonum commune" européen.

L'Intégration sociale ne peut être dissociée de l'Intégration économique

5 Sous l'influence de la pensée néoclassique, la politique d'intégration européenne a surtout consisté à isoler les prétendus impératifs économiques des autres exigences de cohésion sociale. Les fondements exclusivement économiques de la CEE, du Marché unique et de l'Union économique et monétaire (UEM) - partant tous du postulat que le progrès éco-

nomique implique automatiquement le progrès social et sociétal - sont le fruit de cet économisme aveugle. Ce postulat a débouché sur un économisme européen qui ne tient aucun compte de ses fondements sociaux et politiques et de ses réalisations en la matière.

L'Europe a besoin - pour surmonter le chômage massif, offrir des qualifications et assurer l'égalité des chances - de critères de convergence sociale auxquels devra répondre l'Union économique et monétaire et dont la mise en oeuvre nécessitera des moyens. Les droits sociaux et la réglementation du marché ne sont en rien des obstacles au progrès économique et sociétal et à la modernisation; au contraire, ils en sont les conditions nécessaires.

6 D'un point de vue macro-économique, la réglementation sociale permet de pallier les effets pernicieux d'une politique économique "désintégrée". Tout montre que les marchés, et en particulier les marchés du travail, ont besoin pour fonctionner d'institutions, de réglementations et de normes. Avec la mondialisation des économies, des processus de production et des marchés, les normes européennes, loin de constituer des obstacles, contribuent à la prospérité économique en effaçant les distorsions de concurrence et en incitant à l'innovation et à la qualification, au niveau des Etats membres comme à celui de l'Union européenne.

Subsidiarité et Solidarité sont une Dynamique active de l'Union européenne

7 Le sens et l'importance actuellement attribués au principe de subsidiarité ne font pas que dévoyer son fondement même; ils masquent aussi le fait que le Traité instituant les Communautés européennes reconnaît au même titre le principe de solidarité. En fait, le principe de subsidiarité n'est pas synonyme de non-intervention et de déréglementation comme le prétendent faussement bon nombre de ses partisans. Au contraire, la subsidiarité verticale doit être conciliée avec le principe de solidarité, ce qui entraîne pour l'échelon supérieur (l'Europe) l'obligation de "soutenir" activement et en tant que de besoin l'échelon inférieur (les régions, les Etats membres). De même, la subsidiarité horizontale implique que les institutions étatiques soutiennent activement les structures de négociation volontaire (comme la négociation collective et le dialogue social au niveau européen) pour les amener à une autodétermination collective autonome. Les principes fondamentaux des traités européens ne font donc pas obstacle, mais au contraire impliquent l'institution d'une Europe sociale.

La Citoyenneté sociale est une Pierre angulaire de l'Intégration européenne

8 Un élément clé de l'Europe sociale est d'élaborer des politiques sur les rapports entre l'être humain et le travail. Le travail a un impact double sur ceux qui sont tributaires d'un emploi : le travail rémunéré est un moyen de gagner sa vie et de s'intégrer dans la

société. Toutefois, travail n'est pas synonyme d'emploi. Le travail recouvre aussi d'autres activités sociales nécessaires à l'existence et à la survie de la société (garde des enfants, prise en charge des personnes âgées, participation à la vie publique etc.). C'est pourquoi un statut garanti par la loi, un socle de droits des travailleurs - salariés ou non - est actuellement un préalable de la reconnaissance sociale des individus dans la société. Ce statut suppose des droits fondamentaux de l'homme comme la liberté du travail et le droit d'échapper à la discrimination et à l'exclusion sociale.

La citoyenneté sociale, un socle de droits socio-économiques fondamentaux, et l'équilibre entre le marché et le bien public sont les pierres angulaires de l'Europe sociale.

9 Un statut européen des salariés doit englober un éventail de droits universels de l'homme et du citoyen. Nous réclamons une citoyenneté sociale des salariés qui leur confère un rôle actif dans l'entreprise et dans la société, qui ne les confine pas au rôle passif de prestataires, mais en fasse des acteurs responsables. La citoyenneté ne se limite pas à la citoyenneté politique (article 2 du Traité sur l'Union européenne). Il faut un concept de citoyenneté qui permette à la sphère publique de pénétrer la sphère prétendument privée du travail et de l'emploi.

La citoyenneté sociale européenne s'accompagne d'un statut comportant des droits à l'intégration sociale, à la protection et la participation de tous ceux qui travaillent et assument des responsabilités dont bénéficie la société.

Les droits de la citoyenneté ne sont pas des privilèges; ils impliquent un devoir de solidarité envers l'autre et envers les pays qui en ont besoin. Parce que le travail ne se limite pas à l'emploi, mais qu'il implique d'autres activités dont elle est tributaire, la société est redevable de droits de la citoyenneté sociale à tous ceux qui travaillent à sa vie matérielle et intellectuelle, quelque soit leur nationalité et la nature, salariée ou non, de ce travail.

Les droits démocratiques du travail, les droits à la non-discrimination, le choix de la durée du travail, les droits à la protection sociale et à la mobilité sociale de ceux qui effectuent des activités socialement utiles autres qu'un emploi rémunéré, le droit aux prestations et aux services non liés à l'emploi et à l'ancienneté et la protection contre la précarité et l'exclusion sont des éléments clés de la citoyenneté sociale.

La Citoyenneté sociale exige une nouvelle Politique des Sexes

10 La question de l'égalité entre hommes et femmes et de l'action positive en la matière doit faire l'objet d'un droit fondamental européen et de procédures pour sa mise en oeuvre.

La citoyenneté sociale européenne implique une égalité et une solidarité légalement garanties entre les sexes et l'absence de toute discrimination.

Il faut donc lutter contre la discrimination et promouvoir l'égalité des chances par une politique réellement efficace. Les mesures d'incitation échouent tant que ne s'impose pas une nouvelle division du travail entre hommes et femmes, qui ouvre la sphère professionnelle aux femmes et implique davantage les hommes dans la sphère domestique. C'est pourquoi les politiques de lutte contre la discrimination doivent aller de pair avec de nouvelles politiques de promotion de l'égalité entre hommes et femmes. D'où l'importance des stratégies légales qui essaient de mieux harmoniser - pour les deux sexes - la vie active avec les exigences de la vie de famille et avec les tâches ménagères (temps de travail, congé parental). Sont encore qualifiés aujourd'hui de "féminins" des besoins qui intéressent l'espèce humaine tout entière. Mais le processus d'individualisation qui anime la société va bientôt obliger à envisager de tels besoins comme un problème global. C'est pour cela qu'ils vont prendre de plus en plus d'importance pour les deux sexes et que les politiques axées sur la problématique hommes-femmes vont se muer en revendication fondamentale de l'espèce humaine.

L'Exclusion sociale est incompatible avec la Citoyenneté sociale

11 Du point de vue des droits de l'homme et de la citoyenneté sociale, les récentes tendances à la fragmentation juridique, professionnelle et géographique du monde du travail posent de redoutables problèmes. Malgré un besoin de diversité et de différenciation, les disparités et les discriminations exercées à l'encontre de certains groupes de travailleurs -

qu'ils soient communautaires ou extracommunautaires (et porteurs de droits de la citoyenneté sociale au sens large que nous donnons à cette expression) - sont intolérables.

Il faut des droits universels offrant une protection contre l'exclusion sociale et qui ne soient pas liés à l'emploi.

Un réexamen de la notion de salarié et des seuils des législations existantes s'impose pour étendre la couverture de la protection sociale. Il faut "jeter des ponts" (au moyen de la formation professionnelle et des autres formes de politique active du marché du travail) en direction du marché primaire du travail afin de prévenir les "pièges" du travail précaire. La sécurité sociale doit comporter un noyau dur de droits qui ne soient pas liés au statut de l'emploi.

Il y a un Besoin urgent d'une Sphère publique européenne

12 L'équilibre entre public et privé est une condition préalable de la culture juridique, sociale et étatique européenne. Non seulement, une Europe qui ne serait qu'économique et monétaire ne permettrait pas cet équilibre, elle compromettrait aussi, elle compromet déjà celui qui a pu être trouvé dans les Etats membres. C'est pourquoi un "espace public européen" s'impose comme élément constitutif de la nouvelle Union européenne.

La sphère publique européenne doit ouvrir un forum démocratique de réflexion publique et de recherche d'un consensus et offrir des services publics qui répondront aux besoins sociaux des citoyens européens.

Cet espace public doit permettre une réflexion collective pour dégager un consensus sur ce qui est actuellement considéré, à tort, comme le privé. Ce forum destiné à dégager des valeurs européennes communes aborderait des questions comme les relations hommes-femmes, le travail et la reproduction et leurs implications sur les modes de vie en société, la citoyenneté, la dignité de l'Homme et ses droits à protection contre la pauvreté et l'exclusion. Jusqu'ici, on a surtout considéré l'espace public (sociétal) comme étant du domaine de l'Etat. Or, avec la crise des États-nations et de leurs corollaires les États-providence, les arguments ne manquent pas pour promouvoir une nouvelle conception de l'intérêt général, une conception "sociétale", susceptible de s'épanouir dans le cadre d'une société civile européenne et indépendamment des "États-nations".

Redéfinir l'Union européenne implique l'Adoption d'une Constitution sociale européenne dynamique.

13 L'Europe ne pourra éviter la renationalisation, le protectionnisme, le retour à une simple zone de libre échange si elle ne se dote pas d'un nouvel horizon mobilisateur susceptible de restaurer sa légitimité. Ce problème de légitimité est un des défis les plus lourds à relever par la Conférence intergouvernementale et un des principaux objectifs à atteindre.

L'Europe a donc besoin d'un socle d'engagements communs et de moyens efficaces pour leur application et leur mise en oeuvre.

Bon nombre des exigences légales et de politique sociale que nous avons évoquées seraient satisfaites si la Charte communautaire de 1989 et le Protocole et l'Accord sur la politique sociale de 1992 étaient intégrés au Traité. La Charte ferait office de document de politique, de principes directeurs pour une constitution sociale européenne, les dispositions issues de l'Accord social fixeraient les procédures concrètes et les conditions de mise en oeuvre de ces principes.

La codification des droits sociaux fondamentaux sans mécanismes d'application efficaces semble insuffisante.

L'Union européenne devrait plutôt être mandatée pour une politique européenne proactive et dynamique des droits fondamentaux (programmes d'action, évaluations régulières de leur efficacité, etc.).

14 Une particularité primordiale de l'Europe sociale est le développement de structures de négociation collective autonomes, et en particulier du syndicalisme européen. Compte tenu de l'intensité et de la rapidité de la mondialisation des sociétés multinationales et de l'interdépendance économique, il faut d'urgence doter le camp des travailleurs d'un contre-pouvoir efficace pour assurer l'application des droits sociaux et conjuguer changement social et changement économique.

Les auteurs

Brian Bercusson: né en 1947, professeur de droit européen à l'Université de Manchester, professeur externe à l'Institut universitaire européen de Florence. Domaines de recherche: le droit du travail européen et la politique sociale, les relations professionnelles et le dialogue social.

Simon Deakin: né en 1961, professeur de droit et directeur adjoint à l'ESCR Centre for Business Research de l'Université de Cambridge, associé de Peterhouse, Cambridge. Domaines de recherche: théorie économique et analyse du droit, intérêt particulier pour les marchés du travail, l'organisation des entreprises et la politique de concurrence.

Ulrich Mückenberger: né en 1944, professeur de droit du travail à l'École d'économie et des sciences politiques d'Hambourg. Principaux domaines de recherche: les relations professionnelles européennes et le droit du travail, la politique sociale.

Pertti Koistinen: né en 1948, professeur spécialisé dans le domaine des politiques du marché du travail à l'Université de Tampere. Domaines d'intérêt: études comparatives sur les systèmes d'emploi européens et les politiques du marché du travail, la restructuration des marchés du travail et les nouvelles initiatives sur les politiques de l'emploi, le partage du travail et les politiques du temps de travail par rapport au chômage.

Yota Kravaritou: née en 1944, professeur de droit européen à l'Institut universitaire européen de Florence et à la faculté de droit de l'Université de Thessalonique. Domaines de recherche: le droit du travail et la politique sociale, le droit européen et l'égalité entre hommes et femmes (gender studies).

Alain Supiot: né en 1949, professeur à l'Université de Nantes et directeur de la Maison des Sciences de l'Homme *Ange Guépin* qui réunit des chercheurs de toutes disciplines autour de l'étude des transformations du lien social. Ses travaux portent sur le droit du travail et de la sécurité sociale, le droit judiciaire, la sociologie et philosophie du droit.

Bruno Veneziani: né en 1941, professeur de droit du travail et de droit syndical comparé à l'Université de Bari. Domaines de recherche: le droit comparé et du travail européens et la politique sociale, le droit collectif du travail et les contrats de travail.

iropea e dato...
ntal Conference has to restore the trust

n needs a **new 'vision'** legitimitteettikriisin suhteen
soziale Bürgerschaft to restore the trust basis,
'**uudelleennationalisointia**' this contradictory relat

ociale européenne implique une égalité et une solidarité
disoccupazione e gli **squilibri** strutturali
freien Marktwirtschaft l'unico rimedio possibile
une égalité et une solidarité

it belief that social progress les disparités et les
exercées sosiaalset seikat subsidiariteettiperiaat

ogno di tali **criteri di convergenza sociale** syvän leg
dann imstande sein, **Renationalisierung, Protektionismus**

.on sociale permet de pallier les effets pernicioeux d'un
crise 'désintégrée'

hallitusten välisellä konferenssillä
mental Conference has to restore the trust basis,
ale'democraticamente
misation crisis of the EU challenges the Intergovernmental
ean Union needs a new 'vision' **tendances centrifuges**
nationalism, monetarist economism, und somit Legiti

oziale Bürgerschaft **syvän legitimitteettikriisin**
tituzione democratica, politica

the **deep legitimisation crisis** of the EU challenges
mental Conference on the revision
iteettikriisin suhteen Europäische soziale Bürgerschaft

io possibile all'attuale stato di **malessere della poli**
one europea è dato da un'Europa 'sociale'democraticamer

les disparités et les **discriminations exercées**
seikat subsidiariteettiperiaatteen the protectioni
ntrifuges

ari opportunità, the functionalist belief that socia
até sociale européenne implique une égalité et une soli

n Union is paralysed by **nationalism**, monetarist econom

onist self-interest of Member States

Renationalisierung, Protektionismus